



## De près, on se finance mieux !

138 euros par an, soit 11.50€ par mois, soit 38 centimes par jours, c'est le prix de la contribution à l'audiovisuel public payés par 23 millions de foyers en France. C'est le prix pour six chaînes de France Télévisions, 24 antennes régionales de France 3, neuf antennes d'outremer, mais aussi Arte, RFI, France 24, TV5 Monde, Radio France avec ses sept radios nationales et 44 stations locales, l'INA, franceinfo.fr, Lumni, Slash, OKOO, Nowu, Ici, etc.

Tout ça pour 11,50 € par mois, moins cher qu'une place de cinéma dans un multiplex.

Pour le groupe France Télévisions, la redevance représente 2,4 milliards d'€ sur un budget total de 2,8 milliards. Pour F3 Normandie, le budget est de 30 M€. L'annonce de la suppression de la redevance, sans alternative concrète et pérenne pour la remplacer, est une attaque en règle contre France.Tv, ses programmes et son personnel. Un véritable projet de destruction.

En Normandie, nous sommes environ 220 salariés au total. Notre avenir va se jouer dès juillet lors du débat sur la loi de finance avec les nouveaux députés. Sans la recette affectée de la redevance, nous serons noyés dans le budget général de l'Etat. Que pèserons-nous alors face aux budgets de la santé, de l'éducation, de la justice, de l'armée. Si E. Macron obtient une majorité lors des législatives, son futur gouvernement devra ouvrir un vrai débat sur l'avenir de l'audiovisuel public. Un homme seul ne peut pas décider la fin de 80 ans de redevance. Il est impératif de sanctuariser le financement de la télé publique.

Aujourd'hui, seuls les citoyens financièrement aisés ont accès, grâce à une multitude d'abonnements, à une réelle pluralité de l'information et de divertissement. Mais pour les autres, les plus modestes ? Ils doivent continuer à bénéficier d'un service public d'information, d'éducation, de culture et de divertissement face à l'offre privée financée par les multimillionnaires ou les GAFAM.

Le réseau régional de France 3 est le seul média audiovisuel à assurer la couverture de l'actualité dans l'intégralité du territoire et au plus près de ses habitants.



**Tous en grève le 28 juin 2022 pour défendre  
l'audiovisuel public !**

**Tous à la manif devant l'Assemblée Nationale,  
jour de la rentrée parlementaire**

Fait à Caen et Rouen, le 16 juin 2022

[Signer la pétition](#)